

# REVUE DE PRESSE



## COMITE EUROPEEN D'ORIENTATION DE NOTRE EUROPE



**18 et 19 novembre 2011 – Paris**

**Contact Presse : Stéphanie Baz, [sbaz@notre-europe.eu](mailto:sbaz@notre-europe.eu), 0033 1 44 58 97 84**

## Le Comité européen d'Orientation de Notre Europe

Le Comité européen d'Orientation de *Notre Europe* CEO, se réunit annuellement autour de différentes personnalités européennes de haut niveau dans le but d'émettre des pistes de réflexion pour l'avenir de la construction de l'Union et pour le programme de travail de Notre Europe.

Vendredi 18 novembre 2011 a eu lieu le dîner-débat annuel du CEO, à l'automobile Club, à Paris. L'invité d'honneur de cette soirée était Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC et également Président d'honneur de Notre Europe. Il a prononcé un discours intitulé : « **L'économie-monde - Où en est-elle ? Où va-t-elle ? Et l'Europe face à cette mutation ?** » qui a laissé place par la suite à une série d'interventions.

Samedi 19 novembre 2010 s'est réuni, à la Maison des Polytechniciens à Paris, le Comité européen d'orientation de *Notre Europe*. Cette réunion, traditionnellement présidée par Jacques Delors, Ancien Président de la Commission européenne et Président fondateur du think tank *Notre Europe*, s'est déroulée sous la personne d'Antonio Vitorino, Président actuel de Notre Europe, ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, et de plus de quarante participants.

Cette année, les débats ont porté sur :

- « **Schengen et l'immigration** »
- « **Des institutions et des hommes** »
- « **Le dilemme rigueur financière / stagnation économique** »

### La déclaration

A l'issue des débats des journées du CEO, une déclaration a été adoptée par l'ensemble des participants. Cette année, cette déclaration intitulée « **La rigueur, mais aussi la croissance** » a rendu hommage, entre autres, à Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Président de Notre Europe et décédé le 18 décembre 2010.

### Les publications :

La déclaration du Comité européen d'Orientation a été proposée à de nombreux titres de presse en Europe. Elle a été publiée au cours de la semaine suivante dans : Publico (Portugal), Handesblatt (Allemagne), Le Figaro (France), Le Temps (Suisse), The independent (Royaume-Uni), La Repubblica (Italie), NEurope (Grèce), Phileftheros (Chypre)

# Sommaire

**Le programme du CEO**.....p.4

**La liste des participants**.....p.6

**La déclaration**.....p.8

## **Les publications dans la presse européenne :**

- PUBLICO (Portugal) – 20 novembre 2011 .....p.9

- HANDEBLATT (Allemagne) – 21 novembre 2011.....p.10

- LE FIGARO (France) – 22 novembre 2011.....p.11

- LE TEMPS (Suisse) – 22 novembre 2011.....p.12

- LA REPUBBLICA (Italie) – 24 novembre 2011.....p.16

- OUEST France (France) – 25 novembre 2011.....p.17

- THE INDEPENDENT (Royaume-Uni) – 25 novembre 2011.....p.20

- NEW EUROPE (Grèce- UE)- 1<sup>er</sup> Décembre 2011.....p.21

- PHILEFTHEROS (Chypre) – 5 décembre 2011.....p.24

# Comité européen d'orientation

## 18 et 19 novembre 2011

### Programme

#### Vendredi 18 novembre

*Automobile Club, 6 place de la Concorde, 75008 Paris*

- 19h00            Cocktail
- 20h00            Dîner débat : « *L'économie-monde* - Où en est-elle ? Où va-t-elle ? Et l'Europe face à cette mutation ? »
- Débat introduit par **Pascal Lamy**, Directeur général de l'OMC

#### Samedi 19 novembre

*Maison des Polytechniciens, 12 rue de Poitiers, 75007 Paris*

- 9h00            **Accueil**
- 9h15            Introduction par **Jacques Delors**
- 9h30            « *Schengen et l'immigration* »
- Débat introduit et animé par **António Vitorino**, Président de Notre Europe
- 11h00            « *Des institutions et des hommes* »
- Débat avec :
- Josep Borrell Fontelles**, Président de l'Institut universitaire européen Florence
- Niels Ersbøll**, Ambassadeur, Secrétaire Général honoraire du Conseil des Ministres de l'UE
- Guy Verhofstadt**, Président du groupe ALDE au Parlement européen
- animé par **Gaëtane Ricard-Nihoul**, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France
- 12h30            Déjeuner

14h00      **« Le dilemme rigueur financière / stagnation économique »**

Débat avec :

**Pervenche Berès**, Membre du Parlement européen

**Laurence Boone**, Directrice European Economics Research, Bank of America

**Daniela Schwarzer**, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik

animé par **Jean Christophe Ploquin**, journaliste à *La Croix*

16h00      **« Aux Etats la rigueur, à l'UE la croissance » (Tommaso Padoa-Schioppa)**

*Conclusions et adoption de la déclaration finale du CEO*

Débat introduit et animé par **Yves Bertoincini**, Secrétaire général de Notre Europe

17h00      **Fin du CEO**

# Comité européen d'orientation

## 19 novembre 2011

### Liste des participants

**Enrique Barón-Crespo**, Ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens

**Pervenche Berès**, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

**Yves Bertoncini**, Secrétaire général de Notre Europe

**Joachim Bitterlich**, Vice Président Exécutif des Affaires Internationales, Veolia environnement Paris, Vice Président de Notre Europe

**Laurence Boone**, Chef Economiste Europe à la Bank of America Merrill Lynch

**Josep Borrel Fontelles**, Président de l'Institut universitaire européen de Florence, Ancien Président du Parlement européen

**Jean-Louis Bourlanges**, Ancien député européen

**Laurent Cohen-Tanugi**, Avocat et essayiste

**Etienne Davignon**, Ministre d'Etat belge, ancien Vice Président de la Commission européenne

**Pierre Defraigne**, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga du Collège d'Europe

**Renaud Dehousse**, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

**Jacques Delors**, Ancien Président de la Commission européenne, Président fondateur de Notre Europe

**Niels Erbsøll**, Ambassadeur, Secrétaire Général honoraire du Conseil des Ministres de l'UE

**Elisabeth Guigou**, Députée, ancienne Ministre française

**Klaus Hänsch**, Ancien Président du Parlement européen

**Pascal Lamy**, Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, ancien Commissaire européen, Président d'honneur de Notre Europe

**Philippe Lagayette**, Président de la Fondation de France, Vice-président et senior advisor de la banque Barclay Capital

**Eneko Landaburu**, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc

**Pierre Lepetit**, Inspecteur des Finances, Vice Président de Notre Europe

**Père Henri Madelin**, Jésuite, Centre Sèvres

**Vitor Martins**, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais

**Jean Nestor**, Ancien Secrétaire général de Notre Europe

**Riccardo Perissich**, Ancien Directeur général à la Commission européenne

**Alojz Peterle**, Député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

**Jean Pisani-Ferry**, Directeur de Bruegel

**Julian Priestley**, Ancien Secrétaire général du Parlement européen

**Romano Prodi**, Ancien Président de la Commission européenne et ancien Président du Conseil italien

**Antonio Puri Purini**, Conseiller du Président italien, ancien ambassadeur de l'Italie en Allemagne

**Gaëtane Ricard-Nihoul**, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

**Maria João Rodrigues**, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

**Philippe de Schoutheete**, Ancien Représentant permanent de la Belgique auprès de l'UE, Directeur du Département Europe à l'Institut Egmont

**Daniela Schwarzer**, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik

**Stefano Silvestri**, Président de l'Istituto Affari Internazionali

**Pedro Solbes**, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien ministre espagnol, ancien Commissaire européen

**Antoinette Spaak**, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne

**Christian Stoffaës**, Président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

**Christine Verger**, Directrice des relations avec les Parlements nationaux au Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

**Antonio Vitorino**, Avocat, ancien Commissaire européen, Président de Notre Europe

## **« La rigueur, mais aussi la croissance »**

### ***Déclaration du Comité européen d'orientation de Notre Europe***

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance » : cette formule de Tommaso Padoa-Schioppa<sup>1</sup> n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance : elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son Acte pour le marché unique, la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de

---

<sup>1</sup> Ancien Ministre de l'économie italien, ancien membre du Directoire de la BCE, Président de Notre Europe entre 2005 et le 18 décembre 2010, date de son décès.



croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la Banque européenne d'investissement (BEI), s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces 3 outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce « paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

# Espaço público

**Tribuna** Declaração do Comité europeu de orientação do think tank *Notre Europe*

## Rigor, mas também crescimento

A crise da dívida que atinge a maioria dos países ocidentais coloca a União Europeia (UE) e os seus Estados-membros perante um grande dilema: os Estados devem, por um lado, implementar programas de ajustamento orçamental e de reformas estruturais e, por outro lado, preservar as suas perspectivas de crescimento, de modo a oferecer um horizonte de esperança aos seus cidadãos.

“Aos Estados a austeridade, à Europa o crescimento”: esta fórmula de Tommaso Padoa-Schioppa (1) não oculta a necessidade de enfrentar este dilema ao nível nacional implementando reformas profundas, integrando objectivos de redução das desigualdades, e assim de promoção de um crescimento sustentável. A fórmula insiste, contudo, no valor acrescentado das intervenções da UE, que devem constituir uma prioridade, por razões económicas, sociais e políticas.

As regras do Pacto de Estabilidade e Crescimento devem naturalmente ser respeitadas, actualmente como no passado, seja por respeito pelas gerações futuras como para não colocar a sua soberania nas mãos dos credores privados. Mas a UE não pode ser unicamente vista como uma comunidade que constrixe, por meios jurídicos ou políticos, os Estados-membros a lutarem contra os seus défices públicos. A UE deve também, em complemento do papel essencial que cada Estado-membro deve desempenhar, contribuir para responder aos desafios do desemprego – que ultrapassou a barreira dos 10% ao nível europeu – e da desaceleração global da actividade económica. A UE deve também aparecer, para além da zona euro, como uma fonte de crescimento: ela está particularmente bem colocada para agir neste domínio, sobretudo tendo em consideração as decisões cruciais que deverá tomar em 2012.

A UE deve assim completar o aprofundamento do mercado único, 20 anos após o objectivo mobilizador de “1992”, de modo a tirar partido de um potencial de crescimento e de criação de empregos ainda subexplorado. Como sublinhou o relatório de Mario Monti em 2010, há ainda muito a fazer, nomeadamente em matéria de serviços, de economia digital e de mercados públicos. E é



**Jacques Delors**

Antigo presidente da Comissão Europeia



**António Vitorino**

Advogado, antigo comissário europeu

certamente possível fazê-lo de uma forma equilibrada, atribuindo a devida importância aos objectivos sociais e ambientais. No seu Acto para o Mercado Único, a Comissão Europeia estimou que é possível alcançar um acréscimo de crescimento potencial de pelo menos 4% do PIB ao longo dos próximos 10 anos. Para tal, a Comissão insiste na necessidade de acelerar o ritmo: cabe agora aos Estados-membros e ao Parlamento europeu estarem à altura deste primeiro desafio.

A UE deve também tirar partido da adopção no próximo ano do seu novo quadro financeiro plurianual, uma vez que o orçamento comunitário, embora sendo em primeiro lugar um instrumento de solidariedade, é também uma ferramenta para estimular o crescimento. O orçamento da UE deve assim contribuir de uma forma acrescida ao desenvolvimento de programas europeus de investigação assim como ao aprofundamento do mercado único, nomeadamente através do financiamento de infra-estruturas de interesse comum no domínio dos transportes, da energia e das telecomunicações. Neste âmbito, é fundamental que os 50 mil milhões de euros propostos pela Comissão para o período 2014-2020 sejam aprovados em 2012 e que sejam de seguida investidos em parceria com financiamentos privados, de modo a reforçar o efeito multiplicador do orçamento da UE. É também essencial que, após ter acordado uma utilização mais flexível e antecipada dos fundos estruturais destinados aos países em dificuldade, a UE mobilize imediatamente uma quantia equivalente que esteja ao serviço das infra-estruturas de interesse comum. Este gesto excepcional permitiria reequilibrar o efeito depressivo das medidas de saneamento orçamental em curso.

Em complemento destas intervenções orçamentais, é por fim necessário que a UE, e mais especificamente o Banco Europeu de Investimento (BEI), se comprometa com a emissão de obrigações dedicadas ao financiamento de despesas de futuro, principalmente em matéria de infra-estruturas e ambiente. A emissão destas obrigações europeias pode de facto responder às grandes necessidades de investimento identifica-



das na Europa, uma vez que estas despesas estão prestes a serem sacrificadas em vários Estados-membros. O BEI tem uma posição privilegiada para emitir tais obrigações. De forma a permitir um aumento da sua capacidade de financiamento anual para 200 mil milhões de euros (contra cerca de 80 actualmente), os Estados-membros deveriam reforçar o seu capital e as garantias que lhe acordam.

Mercado único, orçamento comunitário, obrigações europeias: a mobilização conjunta destas três ferramentas permitirá gerar um acréscimo de actividade quase imediato assim como importantes benefícios em termos de crescimento endógeno a médio prazo. Este “pacote para o crescimento” é mais do que nunca indispensável para, por um lado, conter as incidências económicas e sociais fortemente negativas que induzirá o prolongamento da falta de actuação europeia e, por outro lado, para reforçar a legitimidade da UE perante os seus Estados-membros e cidadãos.

**Assinam também este texto:** Alojz Peterle, Ana de Palacio, Antoinette Spaak, Antonio Puri Purini, Christian Stoffer, Christine Verger, Daniela Schwarz, Elisabeth Guigou, Eneko Landaburu, Enrique Barón-Crespo, Etienne Davignon, Gaëtan Ricard-Nihoul, Guy Verhofstadt, Jean Baptiste de Foucauld, Jean Nestor, Jean-Louis Bourlanges, Joachim Bitterlich, Josep Borrell Fontelles, Julian Priestley, Klaus Hänsch, Laurence Boone, Laurent Cohen-Tanugi, Maria João Rodrigues, Niels Ershoff, Pascal Lamy, Pedro Solbes, Pervenche Berès, Philippe de Schoutheete, Philippe Lagayette, Pierre Debraigne, Pierre Lepetit, Renaud Dehousse, Riccardo Perissich, Romano Prodi, Stefano Manservigi, Stefano Silvestri, Sylvie Goulard, Vitor Martins, Yves Bertoncini.

**D** Antigo ministro da Economia italiano, antigo membro do Directório do Banco Central Europeu, Presidente do think tank *Notre Europe*, de Junho de 2005 até Dezembro de 2010. O Comité europeu de orientação do think tank *Notre Europe* reuniu-se ontem em Paris sob a presidência de António Vitorino

**É necessário que a UE se comprometa com a emissão de obrigações dedicadas ao financiamento de despesas de futuro**

# Disziplin und Wachstum

**Jacques Delors** plädiert für neue Impulse für die EU durch Forschungsprogramme und Infrastrukturprojekte.

Die Schuldenkrise, die die meisten westlichen Länder erschüttert, stellt die Europäische Union (EU) und ihre Mitgliedstaaten vor ein gefährliches Dilemma: Einerseits müssen sie Haushaltsanpassungen und strukturelle Reformen antreiben, andererseits müssen sie die Aussichten auf ein Wirtschaftswachstum erhalten, um den Bürgerinnen und Bürgern einen Zukunftshorizont zu öffnen.

„Den Staaten die Haushaltsdisziplin, Europa das Wachstum“: Diese Formel von Tommaso Padoa-Schioppa verschleiert nicht die Notwendigkeit, ein solches Dilemma auf nationaler Ebene durch tiefgreifende Reformen zu bekämpfen, die als Ziele die Reduzierung der Ungleichheiten und die Förderung eines nachhaltigen Wachstums beinhalten. Sie unterstreicht jedoch den Mehrwert der Maßnahmen, denen aus wirtschaftlichen, sozialen und politischen Gründen eine absolute Priorität zukommt.

Selbstverständlich müssen die Regeln des Stabilitätspakts respektiert werden, heute ebenso wie früher, allein schon aus Rücksicht auf zukünftige Generationen und um die Souveränitätsausübung nicht privaten Gläubigern zu überlassen. Doch die EU ist mehr als nur eine Staatengemeinschaft, die aufgrund rechtlicher oder politischer Sachzwänge dazu gezwungen ist, Haushaltsdefizite zu untersagen. Sie muss auch zur Meisterung einer doppelten Herausforderung beitragen: die der Arbeitslosigkeit, die auf EU-Ebene die Zehn-Prozent-Marke überschritten hat, und die der allgemein sich abschwächenden Wirtschaftskonjunktur. Die EU muss - auch über den Euro-Raum hinaus - als Wachstumsquelle wahrgenommen werden.

20 Jahre nach dem Meilenstein „1992“ muss die EU ihre Bemühungen zur Vertiefung des Binnenmarktes vollenden, um das noch teilweise brachliegende Wachstums- und Beschäftigungspotenzial besser auszuschöpfen. Wie von Mario Monti in seinem Bericht aus dem Jahr 2010 betont wurde, gibt es noch viel

zu tun, insbesondere im Bereich der Dienstleistungen, der digitalen Wirtschaft und bei öffentlichen Auftragsvergaben. Es ist durchaus möglich, die Ziele mittels einer ausgewogenen Vorgehensweise umzusetzen, die sozialen Aspekten und dem Umweltschutz den ihnen gebührenden Platz einräumt. Die EU-Kommission schätzt, dass in den nächsten zehn Jahren ein potenzieller Wachstumszuwachs von mindestens vier Prozent des Bruttoinlandsprodukts erzielt werden kann. Sie

schlug kürzlich vor, das Tempo zu beschleunigen.

Die EU sollte die bevorstehende Verabschiedung ihres neuen mehrjährigen Finanzrahmens nutzen, der zwar in erster Linie ein Instrument der Solidarität darstellt, aber gleichzeitig als Konjunkturinstrument wirkt. Der EU-Haushalt muss daher einen höheren Beitrag zum Ausbau europäischer Forschungsprogramme leisten, gleichzeitig verstärkt die Vertiefung des Binnenmarktes begleiten, ins-

besondere durch die Finanzierung von dem europäischen Gemeinwohl dienenden Infrastrukturprojekten in den Bereichen Transport, Energie und Kommunikation. Entscheidend ist, dass der von der Kommission für den Zeitraum 2014 bis 2020 vorgeschlagene Betrag von 50 Milliarden Euro im Jahr 2012 genehmigt und anschließend in einer Partnerschaft mit privaten Finanzierungsträgern eingesetzt wird, um die Hebelwirkung des EU-Haushalts zu verstärken.

Ebenso wichtig ist es jedoch, dass die EU, nachdem sie einen flexibleren und vorgezogenen Einsatz der Strukturfonds für wirtschaftlich geschwächte Länder beschlossen hat, sofort einen Betrag in gleicher Höhe für Infrastrukturmaßnahmen mobilisiert. Eine solche außergewöhnliche Geste schafft ein Gegengewicht zur wachstumshemmenden Wirkung der derzeitigen Sparprogramme der Mitgliedstaaten.

Ergänzend zu diesen haushaltspolitischen Maßnahmen muss sich die EU, und insbesondere die Europäische Investitionsbank (EIB), für die Emission von Anleihen zur Finanzierung von Zukunftsaufgaben einsetzen, insbesondere in den Bereichen Infrastruktur und Umweltschutz. Durch die Emission solcher EU-Anleihen kann der in Europa bestehende hohe Investitionsbedarf abgedeckt werden.

Binnenmarkt, EU-Haushalt, europäische Anleihen: Durch den gleichzeitigen Einsatz dieser Instrumente kann nahezu umgehend ein endogenes Wachstum generiert werden. Dieses Wachstumspaket ist heute notwendiger als je zuvor, sowohl, um die negativen wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer anhaltenden europäischen Konjunkturschwäche aufzufangen, als auch, um die Legitimität der EU in den Augen ihrer Mitgliedstaaten und ihrer Bürgerinnen und Bürger zu stärken.

**Die Autoren sind Jacques Delors und Antonio Vitorino vom Steering Committee der Stiftung Notre Europe.** Sie erreichen sie unter: [gastautor@handelsblatt.com](mailto:gastautor@handelsblatt.com)



# Europe: la rigueur, mais aussi la croissance

Jacques Delors et Antonio Vitorino\*

L'ancien président de la Commission européenne et le président du think-tank Notre Europe rappellent les outils dont dispose l'UE pour générer un surcroît d'activité.

**L**a crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance » : cette formule de l'ancien ministre de l'Économie italien Tommaso Padoa-Schioppa n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auxquelles il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de son souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10 % au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE

le marché unique, la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4 % du PIB pouvait être obtenu au cours des dix prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance.

« Il faut enfin que la Banque européenne d'investissement (BEI) s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement »

doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012. L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, vingt ans après l'échéance mobiliatrice de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emploi encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son acte pour

Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE et, plus spécifiquement, la Banque européenne d'investissement (BEI) s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportées par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces trois outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce « paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

\* Tribune cursive en vue de l'ensemble du comité d'orientation de Notre Europe <http://www.notre-europe.eu>



## Maintenir le budget européen pour la stabilité et la croissance

Par Jacques Delors, Antonio Vitorino et al.

**Le potentiel de croissance n'est pas épuisé. Il est possible de l'exploiter par une démarche équilibrée. C'est là que la Commission entre en jeu: son budget, s'il est repourvu, peut conjurer les effets des politiques d'assainissement en cours dans les Etats membres. Par le think tank Notre Europe**

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne et ses Etats membres face à un dilemme redoutable: il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

«Aux Etats la rigueur, à l'Europe la croissance»: cette formule de Tommaso Padoa-Schioppa n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses Etats membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro,

comme une source de croissance: elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de «1992», afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son «Acte pour le marché unique», la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective: il appartient aux Etats membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE.

Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la Banque européenne d'investissement (BEI), s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints Etats membres. La BEI est

bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les Etats membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes: la mobilisation conjointe de ces trois outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce «paquet pour la croissance» est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses Etats membres et de ses citoyens.

**LE TEMPS**© 2011 Le Temps SA

## SERVE IL RIGORE MA ANCHE LA CRESCITA

JACQUES DELORS

**L**a crisi del debito che ha colpito la maggior parte dei paesi occidentali pone l'Unione europea e i suoi Stati membri di fronte a un arduo dilemma: la necessità di impegnarsi in programmi di risanamento dei conti pubblici e di riforme strutturali e al contempo di mantenere le prospettive di crescita, per poter offrire un orizzonte di speranza ai cittadini.

“Agli Stati il rigore, all'Europa la crescita”: la formula di Tommaso Padoa-Schioppa non occulta la necessità di affrontare questo dilemma a livello nazionale, mettendo in atto riforme profonde che tengano conto degli obiettivi di riduzione delle disuguaglianze e dunque di promozione di una crescita sostenibile. Essa insiste, comunque, nel valore aggiunto degli interventi dell'Ue, al quale bisogna prestare maggiore attenzione per ragioni economiche, sociali e politiche.

Oggi come ieri, le regole del patto di stabilità devono naturalmente essere rispettate, sia per il bene delle generazioni future che per evitare di cederne la sovranità ai creditori privati. Ma l'Ue non può limitarsi a essere una Comunità che proscrive i deficit eccessivi imponendo dei vincoli, siano essi giuridici o politici. Oltre a ciò, e come complemento al ruolo essenziale rivestito da ognuno dei suoi Stati membri, l'Unione europea deve contribuire a rispondere alle sfide della disoccupazione, che ha superato il 10% a livello europeo, e del rallentamento globale dell'attività economica. L'Ue deve anche mostrarsi, oltre i confini dell'eurozona, come una fonte di crescita: essa si trova in una posizione migliore per agire in questo campo a fronte delle decisioni cruciali che dovrà prendere nel 2012.

È necessario quindi che l'Ue completi l'approfondimento del mercato unico, a distanza di vent'anni dalla sua creazione nel 1992, allo scopo di realizzare tutte quelle potenzialità di crescita e di occupazione che sono ancora parzialmente sfruttate. Come ha sottolineato Mario Monti nel suo rapporto del 2010, c'è ancora molta strada da percorrere, in particolare in materia di servizi, economia digitale e mercati pubblici. Ed è del tutto possibile percorrerla nell'ambito di un approccio equilibrato, in cui vengano appropriatamente integrati gli obiettivi sociali e il rispetto dell'ambiente. Nel suo Atto per il mercato unico, la Commissione ha stimato una crescita potenziale del Pil di almeno il 4% nel corso del prossimo decennio e ha recentemente proposto di accelerare il ritmo in questa prospettiva: spetta agli Stati membri e al Parlamento europeo cogliere questa prima sfida.

L'Ue deve inoltre trarre profitto dalla futura adozione del suo nuovo quadro finanziario pluriennale, dal momento che il bilancio comunita-

rio è prima di tutto uno strumento di solidarietà, ma anche di crescita. Questo bilancio deve dunque contribuire maggiormente allo sviluppo dei programmi europei di ricerca ma anche accompagnare meglio l'approfondimento del mercato unico, in particolare mediante il finanziamento d'infrastrutture d'interesse comune nel campo dei trasporti, dell'energia e della comunicazione. In questo senso, è essenziale che i 50 miliardi di euro proposti dalla Commissione per il periodo 2014-2020 vengano approvati nel 2012 e vengano in seguito impegnati insieme a finanziamenti privati per incrementare l'effetto di leva del bilancio dell'Ue. Ma è allo stesso modo essenziale che, dopo aver deciso di un'utilizzazione più flessibile e anticipata dei fondi strutturali destinati ai paesi in difficoltà, l'Ue mobiliti immediatamente una somma equivalente al servizio delle infrastrutture d'interesse comune. Questo gesto eccezionale servirebbe a riequilibrare l'effetto depressivo delle misure di risanamento finanziario in corso.

A complemento di questi interventi di bilancio, è necessario infine che l'Ue, e più concretamente la Banca Europea per gli investimenti (Bei), s'impegnino direttamente nell'emissione di obbligazioni destinate al finanziamento delle spese future. L'emissione di queste obbligazioni può infatti rispondere agli enormi bisogni d'investimento individuati in Europa e permettere lo sviluppo di talipesa, sul punto di essere sacrificate in parecchi Stati membri. La Banca europea per gli investimenti è ben posizionata per emettere tali obbligazioni e portare così la propria capacità di finanziamento annua a 200 miliardi di euro (contro gli 80 attuali), sulla base di un consolidamento del capitale e delle garanzie apportate dagli Stati membri.

Mercato interno, bilancio comunitario, obbligazioni europee: la mobilitazione congiunta di questi 3 strumenti può generare un aumento di attività quasi immediato e importanti benefici in termini di crescita endogena a medio termine. Questo “pacchetto per la crescita” è più che mai indispensabile per scongiurare quelle incidenze economiche e sociali altamente negative indotte dal prolungarsi nel tempo del torpore europeo, ma anche per rafforzare la legittimità dell'Ue agli occhi degli Stati membri e dei suoi cittadini.

*L'autore è stato presidente della Commissione europea.*

*Attualmente è componente del consiglio direttivo del Comitato europeo di orientamento Notre Europe, di cui il testo che pubblichiamo è la dichiarazione annuale*



25 novembre 2011

## Europe : la rigueur, mais aussi la croissance...



Faut-il appliquer de manière draconienne la rigueur allemande dans toute la zone euro ? Sans relancer la croissance, le remède ne risque-t-il pas de terrasser le malade ? [Le think tank Notre Europe](#), fondé par Jacques Delors et dirigé par Antonio Vitorino, a récemment publié une déclaration dans laquelle il prône l'utilisation de tous les outils dont l'Europe dispose pour soutenir l'activité parallèlement à la cure de rigueur. A lire.

*Photo : Daniel Fouray Ouest France*



### « La rigueur, mais aussi la croissance » Déclaration du Comité européen d'orientation de Notre Europe

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« *Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance* » : cette formule de Tommaso Padoa Schioppa (\*) n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en oeuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique.

L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance : elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son [Acte pour le marché unique](#), la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la [Banque européenne d'investissement \(BEI\)](#), s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces 3 outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce «

paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

*(\*) Ancien Ministre de l'économie italien, ancien membre du Directoire de la BCE, Président de Notre Europe entre 2005 et le 18 décembre 2010, date de son décès.*



[Tahrir Square](#) [Employment](#) [Europe](#) [Phone Hacking](#)

[Opinion](#) | [Commentators](#)

## Jacques Delors: The European project can be a vital part of the solution

JACQUES DELORS

FRIDAY 25 NOVEMBER 2011

The debt crisis which most Western countries are facing is forcing the EU and its member states to address a fearful dilemma: they need to adopt budgetary adjustment and structural reform while making sure, at the same time, that they hang on to prospects for growth to be able to offer their people hope for the future.

The EU cannot be seen as a community that simply bans deficits by force, be that force legal or political. It must contribute to tackling unemployment and the global slowdown. The EU must be seen to be fulfilling its primary role as a force for growth.

Thus, the EU must achieve the completion of the single market, to make the most of its potential for growth and employment. As Mario Monti's report stressed in 2010, there remains a great deal to be done, particularly in services, the digital economy and public contracts. In its Single Market Act, the European Commission estimated that a growth rate of at least 4 per cent of GDP could be achieved over the next 10 years, and it has recently proposed stepping up the pace.

The EU must also take advantage of its new multiannual budget. It must help to develop European research programmes, and deepen the single market by financing transport, energy and communication infrastructures of common European interest. It is crucial for the €50bn budget the Commission has proposed for 2014-2020 to be approved in 2012, and for this sum then to be put to work in partnership with private funding. After approving the anticipated and more flexible use of the funds earmarked for countries in difficulty, the EU must mobilise an equivalent sum for common European infrastructure projects.

And lastly, the EU, and especially the European Investment Bank, must take the lead in issuing bonds designed to fund future spending, primarily on infrastructure and the environment. This would be a way of responding to massive investment requirements even as the axe is set to fall on such spending in many member states. The EIB is well placed to issue such bonds, and raise its annual funding capability to €200bn (as opposed to the figure of €80bn today) by bolstering the capital and the securities provided by the member states.

These three tools would trigger an almost immediate increase in economic activity and offer medium-term growth. This "growth package" is crucial to ward off the negative economic and social consequences of a continuing flat growth rate, and boost the EU's legitimacy in the eyes of its member states, and the man in the street.

*Jacques Delors was European Commission president 1985 - 1995. This article was written in collaboration with Antonio Vitorino, president of 'Notre Europe', a think-tank founded by Mr Delors*

## Austerity, but also growth

Article | December 1, 2011 - 3:24pm | By [Notre Europe](#)

The debt crisis which most Western countries are currently having to tackle is forcing the European Union (EU) and its member states to address a fearful dilemma: they are in a position where they need to adopt budget adjustment and structural reform agendas while making sure, at the same time, that they hang on to their prospects for growth in order to be able to offer their people hope for the future.

“Austerity for the States, growth for Europe”: this slogan by Former Italian Economy Minister and former Member of the European Central Bank's Executive Board Tommaso Padoa-Schioppa does not preclude the need to face such a dilemma at the national level, while implementing deep reforms including inequalities reduction objectives, and then promoting a sustainable growth strategy. It nevertheless insists on the added value of the EU, to which a major priority has to be granted, for economic, social and political motives.

The Stability Pact rules naturally have to be complied with today as in the past, if only out of respect for future generations and to avoid handing our sovereignty over to private creditors. But the EU cannot only be seen as a Community which bans deficits by force, be that force legal or political. In complementing the crucial role played by each of the member states, it must also contribute to responding to the challenges of unemployment, which has risen above the 10% mark at the European level, and of the global slowdown in economic activity. The EU must also be seen, beyond the euro zone, to be fulfilling its primary role as a driving force for growth: it can act effectively in that direction in connection with the crucial decisions to be taken in 2012.

Thus the EU must achieve the completion of the single market, 20 years after the mobilising deadline of “1992”, in order to make the most of a potential for growth and employment that is still largely under-exploited. As Mario Monti's report stressed in 2010, there remains a great deal to be done, particularly in the spheres of the services, the digital economy and public contracts. Moreover, it is perfectly possible to achieve this in the context of a balanced approach combining social objectives and respect for the environment, each in their proper place. In its Single Market Act, the Commission estimated that a potential growth rate of at least 4% of GDP could be achieved over the next 10 years, and it has recently proposed stepping up the pace. It is up to the Member States and to the European Parliament to respond to this initial challenge.

The EU must also take advantage of the future adoption of its new multiannual financial framework, because while the Community budget is first and foremost a tool for solidarity, it is also a tool for growth. Thus the budget must play a more extensive role in developing European research programmes, but at the same time it must also prove more effective in furthering the deepening of the Single Market, in particular by financing transport, energy and communication infrastructures of common European interest. In this connection, it is crucial for the €50 billion which the Commission has proposed for 2014-2020 to be approved in 2012, and that the sum then be put to work in partnership with private funding to expand the EU budget's leverage effect. By the same token, it is crucial that, after approving the anticipated and more flexible use of the structural funds earmarked for countries in difficulty, the EU immediately mobilise an equivalent sum for infrastructures of common European interest, because an exceptional gesture of that nature can counterbalance the depressive impact of the financial stabilisation measures currently being implemented.

And lastly, to complement these budgetary operations, the EU, and more specially European Investment Bank, must take the lead in issuing bonds designed to fund future spending, primarily in the infrastructure and environment fields. This can indeed respond to the massive investment requirements identified in Europe and permits this kind of spending to go forward, as it gets set to fall under the axe in numerous member states. The EIB is well placed to issue such bonds, and to thus raise its annual funding capability to €200b (as opposed to the figure of €80b today) by bolstering the capital and the securities provided by the member states.

The simultaneous mobilisation of the three tools that are the internal market, the Community budget, and European project-bonds, will trigger an almost immediate increase in activity and bring major benefits in terms of medium-term endogenous growth. This “growth package” is crucial to ward off the very negative economic and social consequences that would inevitably ensue if Europe's flat growth rate

were to continue for much longer, but also to boost the EU's legitimacy in the eyes both of its member states and of the man in the street.

### About the Author



Notre Europe

Notre Europe is an association that hopes to "think a united Europe," in other words to contribute to a closer union of the peoples of Europe.

## Ο τραγικός θάνατος ενός «λαθραίου»

ΤΟΥ ΓΙΩΡΓΟΥ ΑΓΓΕΛΟΠΟΥΛΟΥ

**ΠΡΙΝ ΠΕΘΑΝΕΙ** ο 18χρονος Χοακίν Λούνα φόρεσε το καλύτερο κοστούμι του, λευκό πουκάμισο και μαύρη λεπτή γραβάτα, τα ρούχα που φορούσε την Κυριακή για να πάει στην εκκλησία. «Έβαλε τα καλά του για να πάει στον Θεό», είπε ο αδελφός του. Μετά κλείστηκε στο μπάνιο και αυτοπυροβολήθηκε. Άφησε πίσω του ένα σημείωμα όπου εξηγούσε πως έβαλε τέλος στη ζωή του επειδή ήταν απελπισμένος, επειδή αισθανόταν έναν τοίχο να μπλοκάρει το μέλλον του.

Έναν τοίχο που έχουν μπροστά τους όσοι βρίσκονται χωρίς χαρτιά στις ΗΠΑ. Ωστόσο, ο Χοακίν ζούσε στο Μίσιον του Τέξας από έξι μηνών. Οι γονείς του, ο ίδιος και τα πέντε αδέρφια του πέρασαν χωρίς βίζα στις ΗΠΑ από τη μικρή μεθοριακή πόλη του Μεξικού όπου κατοικούσαν. Από τότε πέρασαν 18 χρόνια και ο Χοακίν τελειώνει το λύκειο με άριστα. «Ήταν από τους πιο έξυπνους μαθητές. Είχε πάθος για τα μαθηματικά και τη μηχανική, είχε φτιάξει

**Είχε άγχος από το γεγονός ότι, χωρίς αριθμό κοινωνικής ασφάλισης, δεν θα έβρισκε ποτέ μια καλή δουλειά**

ένα δικό του πρόγραμμα για να σχεδιάζει σπίτια στον ηλεκτρονικό υπολογιστή», αφηγήθηκε ο μεγαλύτερος αδελφός του, ο Κάρλος Μεντόσα. Ήθελε να γίνει μηχανικός, να προσφέρει στη μητέρα του μια καλύτερη ζωή. Είχε όλα τα προσόντα για να τα καταφέρει, όχι όμως και τα χαρτιά για να

θεωρείται νόμιμος στις ΗΠΑ. Καθώς ο Χοακίν μεγάλωνε, είχε άγχος όλο και περισσότερο από το γεγονός ότι, χωρίς αριθμό κοινωνικής ασφάλισης, δεν θα έβρισκε ποτέ μια καλή δουλειά, ακόμη κι αν έκανε καλές σπουδές. Μιλούσε συχνά γι' αυτό με τα αδέρφια του, παρακολουθούσε στενά τις πολιτικές εξελίξεις. Στήριζε τις ελπίδες του στην DREAM Act, έναν νόμο που θα προσέφερε καθεστώς μόνιμου κατοίκου σε «λαθραίους» μετανάστες οι οποίοι θα σπούδαζαν στο πανεπιστήμιο, όπως ο ίδιος. Και όταν ο νόμος καταψηφίστηκε πέρυσι στη Γερουσία, το πήρε κατάκαρδα.

Την περασμένη Παρασκευή, λίγο μετά τις 9 το βράδυ, ο Χοακίν τηλεφώνησε στον αδελφό του από το σπίτι της μητέρας τους, του ευχήθηκε μια καλή ζωή και του ξαναμίλησε για τον μεγάλο τοίχο που ένιωθε μπροστά του. Ο Μεντόσα έτρεξε αμέσως στο σπίτι της μητέρας του, όμως πρόφτασε μόνο να ακούσει τον κρότο του πυροβολισμού. Το σημειώματά του αυτόχειρα εξακολουθεί να βρίσκεται στα χέρια της Αστυνομίας. Οι ντετέκτιβ είπαν στην οικογένεια πως γράφει ότι αυτοκτονεί επειδή δεν έχει νομικό καθεστώς στη χώρα και επειδή δεν πέρασε η DREAM Act.

Τα Νέα

# Αυστηρότητα, αλλά και ανάπτυξη

Πρόκληση για τα κράτη μέλη της Ε.Ε. να βρουν τις ισορροπίες

**Η** κρίση χρέους που κλονίζει την πλειονότητα των δυτικών χωρών φέρνει την Ευρωπαϊκή Ένωση και τα κράτη μέλη της αντιμέτωπα με το εξής τρομακτικό δίλημμα: από τη μια καλούνται να προβούν σε δημοσιονομικές προσαρμογές και διαρθρωτικές μεταρρυθμίσεις αλλά από την άλλη να μεριμνούν για τη διαφύλαξη των προοπτικών ανάπτυξης, προκειμένου να διαφαιίνεται η ελπίδα για τους πολίτες τους. Αυστηρότητα για τα κράτη, ανάπτυξη για την Ευρώπη: η διατύπωση αυτή του Tommaso Padoa-Schioppa δεν αποκρύπτει την αναγκαιότητα της αντιμετώπισης του διλήμματος αυτού σε εθνικό επίπεδο μέσα από την εφαρμογή ριζικών μεταρρυθμίσεων, που θα περιλαμβάνουν το στόχο της μείωσης των ανισοτήτων και συνεπώς και της ανάδειξης της αειφόρου ανάπτυξης. Ωστόσο, η φράση αυτή εμμέ-

**Η Ε.Ε. πρέπει να επωφεληθεί από την επικείμενη υιοθέτηση του νέου πολυετούς χρηματοπιστωτικού πλαισίου**

νει στην πρόσθετη αξία των επεμβάσεων της Ε.Ε., στις οποίες προέχει για οικονομικούς, κοινωνικούς και πολιτικούς λόγους να δώσουμε υψηλότερη προτεραιότητα.

Εξυπακούεται ότι οι κανόνες του συμφώνου σταθερότητας πρέπει να τηρούνται, όπως άλλωστε και στο παρελθόν, έστω και μόνο για χάρη της υπόληψης της Ε.Ε. έναντι των μελλοντικών γενεών και για να μην αλλοτριωθεί η κυριαρχία ενώπιον των πιστωτών του ιδιωτικού τομέα. Όμως η Ε.Ε. δεν είναι δυνατόν να προβάλλεται αποκλειστικά ως μια κοινότητα που απαγορεύει τα ελλείμματα διαμέσου του νομικού ή πολιτικού εξαναγκασμού. Πρέπει εκ παραλλήλου, πέρα από τον καίριο ρόλο που διαδραματίζει κάθε κράτος μέλος της ξεχωριστά, να συμβάλλει στην αντιμετώπιση της ανεργίας, η οποία ξεπέρασε το 10% σε πανευρωπαϊκή κλίμακα, και της οικουμενικής ύφεσης της οικονομικής δραστηριότητας. Η Ε.Ε. πρέπει επίσης να παρουσιάζεται, εκτός της ευρωζώνης, ως πηγή ανάπτυξης. Άλλωστε έχει σαφές προβάδισμα να κινητο-



ποιηθεί για τα θέματα αυτά με βάση τις σοβαρές αποφάσεις που καλείται να πάρει το 2012. Η Ε.Ε. πρέπει συν τοις άλλοις να ολοκληρώσει την επέκταση της ενιαίας αγοράς, 20 χρόνια μετά την προθεσμία του «1992», που λειτούργησε ως κίνητρο, προκειμένου να επωφεληθεί από το δυναμικό επίπεδο ανάπτυξης και απασχόλησης που ακόμα δεν έχει εκμεταλλευτεί επαρκώς. Σύμφωνα με την έκθεση του Μάριο Μόντι του 2010, απομένουν πολλά να γίνουν, ειδικά όσον αφορά στις υπηρεσίες, την ψηφιακή οικονομία και τις κρατικές προμήθειες. Αυτό είναι απολύτως εφικτό να πραγματοποιηθεί στα πλαίσια ενός εγχειρήματος που διέπεται από ισορροπία, και που ενσωματώνει δεόντως τους κοινωνικούς στόχους και το σεβασμό του περιβάλλοντος. Με την πράξη για την ενιαία αγορά, η επιτροπή εκτίμησε ότι μέσα στα επόμενα 10 χρόνια

είναι εφικτό να υπάρξει αύξηση της δυναμικής ανάπτυξης κατά τουλάχιστον 4% του ΑΕΠ. Μάλιστα πρόσφατα εισηγήθηκε την επιτάχυνση των διαδικασιών που θα μας οδηγήσουν στην προοπτική αυτή. Πράγματι, τα κράτη μέλη και το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο έχουν καθήκον να ανταποκριθούν στην πρώτη αυτή πρόκληση. Η Ε.Ε. πρέπει επίσης να επωφεληθεί από την επικείμενη υιοθέτηση του νέου πολυετούς χρηματοπιστωτικού πλαισίου, αφού ο κοινοτικός προϋπολογισμός είναι κατ' αρχήν εργαλείο αλληλεγγύης αλλά και ανάπτυξης. Ο προϋπολογισμός πρέπει συνεπώς να συμβάλλει περισσότερο στην ανάπτυξη ευρωπαϊκών ερευνητικών προγραμμάτων, αλλά και να ευνοεί περισσότερο την εξέλιξη της ενιαίας αγοράς, κυρίως μέσα από τη χρηματοδότηση των υποδομών κοινής ωφέλειας στον τομέα των μεταφορών, της ενέργειας και των επικοινωνιών.

Συνεπώς, είναι απαραίτητο το 2012 να εγκριθούν τα 50 δισεκατομμύρια ευρώ που πρότείνει η Επιτροπή για το διάστημα 2014-2020, και στη συνέχεια να εκταμιευθούν σε κοινοπραξία με ιδιωτικές χρηματοδοτήσεις προκειμένου να μεγιστοποιηθεί η μόχλευση του προϋπολογισμού της Ε.Ε. Όμως είναι εξίσου απαραίτητο, αφού αποφασιστεί μια πιο ευέλικτη και πιο έγκαιρη αξιοποίηση των διαρθρωτικών πόρων προς χώρες που αντιμετωπίζουν δυσκολίες, η Ε.Ε. να διαθέσει άμεσα ένα ισοδύναμο ποσό υπέρ των υποδομών κοινής ωφέλειας. Η έκτακτη αυτή κινητοποίηση από τη φύση της θα επιφέρει εκ νέου ισορροπία σε μια περίοδο ύφεσης που αποτελεί απόρροια της τρέχουσας δημοσιονομικής εξυγίανσης.

Δήλωση της ευρωπαϊκής επιτροπής προανατολισμού της δεξαμενής σκέψης Notre Europe

## Αναγκαία η έκδοση ευρωπαϊκών ομολόγων

Συμπληρωματικά ως προς τις δημοσιονομικές παρεμβάσεις, θα πρέπει επιτέλους η Ε.Ε. και ειδικότερα η Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων (ΕΤΕ) να δεσμευθούν απευθείας στην έκδοση ομολόγων αποκλειστικά για τη χρηματοδότηση των μελλοντικών δαπανών, πρωτίστως δε για τις υποδομές και το περιβάλλον. Η έκδοση ευρωπαϊκών ομολόγων μπορεί να ανταποκριθεί στις τεράστιες ανάγκες επενδύσεων που εντοπίζονται στην Ευρώπη και να επιτρέψουν την ανάπτυξη των δαπανών αυτών που σε αρκετά κράτη μέλη βρίσκονται στο βωμό της περικοπής. Η ΕΤΕ έχει τη δυνατότητα να ανταποκριθεί ικανοποιητικά στην έκδοση των ομολόγων αυτών. Με τον τρόπο αυτό, η ετήσια ικανότητα χρηματοδότησης της ΕΤΕ θα φθάσει τα 200 δισεκατομμύρια ευρώ (αντί των 80 επί του παρόντος), με βάση την ενίσχυση κεφαλαίου και των εγγυήσεων που θα δώσουν τα κράτη μέλη. Εσωτερική αγορά, κοινοτικός προϋπολογισμός, ευρωπαϊκά ομόλογα: αυτά είναι τα 3 μέσα τα οποία εάν συνδυαστούν μπορούν να δημιουργήσουν σχεδόν άμεση επαύξηση της δραστηριότητας και σημαντικά οφέλη από την ενδογενή μεσοπρόθεσμη ανάπτυξη. Αυτό το «πακέτο για την ανάπτυξη» είναι απαραίτητο για να ξερκίσουμε τις εξαιρετικά δυσμενείς οικονομικές και κοινωνικές επιπτώσεις από την ενδοχόμενη παρατεταμένη διάρκεια της ευρωπαϊκής ατονίας καθώς και να ενισχύσουμε τη νομιμότητα της Ε.Ε. έναντι των κρατών μελών και των πολιτών της.